



Le Comité Régional de Vigilance Ferroviaire (composé des Associations d'usagers : Train d'Enfer, COBARTEC, Codeliapp, Amicale des Usagers du Train, Collectif Usagers Bordeaux-Le Verdon, Collectif Blaye Bordeaux Rail, Collectif En Train Pays Basque, Collectif citoyen TRUKATU et Convergence Nationale Rail. Les forces politiques : EELV, Génération.S, La France Insoumise, le Parti Communiste Français, Ensembles ! et le Parti de Gauche. La Fédération CGT des cheminots, le Secteur fédéral régional ainsi que ses 20 syndicats de site

Agen, le 26 mars 2021

Mesdames, Messieurs les Elus-es-,

Notre Comité Régional de Vigilance Ferroviaire fut créé en 2018 au moment de la réforme du ferroviaire et s'est considérablement renforcé depuis la promulgation de la très décriée loi d'orientation des mobilités. Nos travaux consistent à collecter les besoins exprimés en matière de transport ferroviaire et de les croiser avec de justes moyens nécessaires à les satisfaire. C'est ce nouvel outil de convergences et de popularisation qui nous a permis le 6 octobre dernier de porter médiatiquement nos projets de réouvertures des lignes ; Angoulême-Limoges, Bordeaux-St Mariens-Blaye et ce 27 février à Penne d'Agenais où il s'agissait de relancer la réflexion autour de la ligne Agen-Villeneuve sur Lot et d'exiger la modernisation de celle reliant Agen à Périgueux.

Les annonces Gouvernementales font état d'une manne, présentée comme providentielle, de 5 milliards d'euros afin de relancer l'ensemble d'un mode ferroviaire attendu (à juste titre) comme une des réponses aux enjeux sociétaux et environnementaux. Ainsi trains de nuit, intercitys de jour et fret en seraient relancés, loin de balayer d'un revers de main ce début volontariste, il nous semble opportun de replacer cette dotation sous une perspective moins réjouissante.

En se cantonnant sur l'exemple des infrastructures ferroviaire de notre seul territoire régional, l'état déplorable de celles-ci nécessite un engagement dépassant le milliard pour seulement retrouver des performances nominales datant des années 50. Considérant que c'est l'ensemble de notre réseau national qui souffre de cette même vétusté, il est aisé de comprendre qu'il y aura des éconduits, que nous resterons enfermés dans un cadre d'austérité ne permettant pas l'émergence d'une réponse ferroviaire et écologique pour toutes et tous. De même, nous rejetons la compétition entre territoires que génère déjà la dernière loi mobilité (LOM) afin de se disputer les rapines de financement, faire fi des besoins en exerçant un tri sélectif entre dossiers confine au cynisme et constitue un manquement stratégique de notre Etat.

C'est avec toute la lucidité requise que nous choisissons le contrepied de cette politique d'abandon et de réduction de notre réseau ferroviaire, nous estimons qu'il est aussi urgent de le pérenniser que de le moderniser. Créer de l'offre pour permettre que le service ferroviaire soit inclusif pour le plus grand nombre, le quidam pour le voyageur et les entreprises demandeuses de décarboner leur empreinte transport en optant pour le fret ferroviaire. C'est donc à ce titre que nous souhaitons nous mettre à disposition des Elus-es, citoyens-es et diverses associations qui œuvrent déjà pour la réouverture de la ligne Agen-Auch aux services voyageurs et fret.

Celle-ci, d'une longueur de 64 km, est aujourd'hui prévue à être exclusivement dédiée au trafic fret et ses infrastructures sont en limite d'âge. Fermée au trafic voyageur depuis 1970, cette liaison est actuellement assurée par une ligne régionale d'autocars qui relie les deux pôles et assure les correspondances avec le TGV à Agen. La fréquentation de cette ligne est de 200 voyageurs/jour (**1ère ligne régionale en termes de trafic**). Les travaux de remise en état de la ligne pour le fret devaient être achevés en 2018, mais ils n'ont pas commencé.

Cette situation nous donne l'opportunité de demander la réouverture du dossier afin de permettre la mise à niveau de la ligne pour la circulation de trains voyageurs.

Pour un territoire, obtenir un arrêt de train en gare est primordial, celui-ci dure environ 3 minutes (décélération et accélération comprises). C'est une faible durée et pourtant cela entraîne de très grandes conséquences favorables : une gare permet effectivement de garantir l'accès équitable à la libre circulation des individus, préservant ainsi toutes les autres libertés fondamentales. Une gare assure également la survie des territoires, leurs aspirations à vivre mieux, en gardant leurs habitants, leurs écoles, leurs commerces, leurs entreprises, leurs services, et en favorisant l'installation de personnes et de familles qui ont fait des choix de vie. Nous pouvons donc dire avec certitude qu'une gare avec des arrêts voyageurs est d'utilité publique.

L'obtention des financements nécessaires à cette réalisation est possible, nous sommes convaincus que dans un cadre rassemblé, nous pouvons obliger l'Etat à faire face à son rôle d'aménageur du territoire.

Nous voulons agir en ce sens, à vos côtés, et avons des propositions d'initiatives à vous formuler, nous souhaitons donc pouvoir vous rencontrer à votre convenance.

Contact mail : vigilance_rail_regionna@protonmail.com , Téléphone : 06.13.01.48.62